# L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 28 JUIN 1879. 52me Année

DUFOUR & LEBEY, Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS. SAMEDI 28 JUIN 1879.


VENTE A L'ENCAN DE CE JOUR

Par Fiedler J. Spear, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale—propriété de très grande valeur dans le Second et Quatrième District, No. 461 rue Conti, entre Broad et Dorgenois, Second District ; No. 169 rue Tréme, entre les rues Dauphine et Ste-Anne, Second District ; No. 203 rue Dauphine, entre celles Bienville et Conti, Second District ; No. 127 rue Bienville, entre celles Dauphine et Bourbon ; No. 119 rue Chartres, entre Première et Philippe, deuxième District ; No. 93 rue Ste-Anne, entre celles Royale et Bourbon, Second District, et magnifique maison de trois étages avec les boutiques rue St-Claude, entre Urselines et St-Philippe.

Par C. R. Gimmey, à la Bourse d'Encan St-Charles—magnifique résidence à l'angle nord-ouest des rues Bourgogne et Urselines.

Grandes occasions en propriétés de ville de toutes dimensions, dans les 1er, 2me, 3me et 4me Districts, entre autres dans Carondelet, Dryades, Prytania, Coliseum, Camp, Constance et Annunciation. AUJOURD'HUI à midi, à la Bourse d'Encan St-Charles, par C. R. Gimmey, encanteur.

Le 7 juillet, propriété de campagne à la Pointe Christian, nouvelle résidence d'été de Jos. Walsh, Esq., avec dépendances dans la cour.

L'attention de tous les capitalistes est spécialement appelée sur cette vente. On ne pourrait désirer de plus belle place et de plus grandes facilités.

Pour les conditions et de toutes autres informations, voyez les annonces de M. Gimmey.

Mal immeublée à vendre.—Nous recommandons à l'attention de nos lecteurs l'annonce de la vente de Fiedler J. Spear, encanteur, qui a lieu AUJOURD'HUI 28 juin, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, aux magnifiques maisons et de toutes autres propriétés, rue St Claude, entre les rues Ursulines et St Philippe.

## Le droit de suffrage.

La Convention a discuté hier une partie du projet d'ordonnance présenté au nom de la majorité du comité des droits électoraux, mais elle n'a pas encore abordé la discussion de l'article séparé présenté dans le même rapport et qui est ainsi conçu :

Après l'année 1890, aucune personne arrivant à sa majorité n'aura qualité d'électeur à moins qu'elle ne soit capable de lire un article quelconque de la Constitution de cet Etat.

Cet article devra être l'objet d'un vote séparé, lorsque la Constitution sera soumise à la ratification populaire. Il ne retire le droit de vote à aucun des électeurs actuels et se borne à exiger de ceux qui arriveront à l'âge de 21 ans en 1890, c'est-à-dire qui ont dix ans au plus actuellement, la condition de savoir lire pour être électeur.

Nous eussions désiré que le délai fût beaucoup plus rapproché et que la condition s'appliquât aux électeurs actuels aussi bien qu'aux électeurs à venir. Nous sommes de ceux qui pensent que le suffrage universel illimité, tel qu'il est pratiqué actuellement aux Etats-Unis, est une farce et une fraude et que, loin d'être une protection pour les pauvres gens et les ignorants, il constitue un moyen sûr de les duper et d'opprimer la masse de ceux qui travaillent, qui produisent et qui possèdent au profit de la classe restreinte des politiciens.

Nous reconnaissons l'égalité des droits pour tous les hommes et nous voulons que l'exercice des droits politiques et les fonctions publiques soient accessibles à tous, comme les métiers et professions doivent être ouverts à tous. Mais comme l'exercice des droits politiques et des fonctions publiques affecte l'intérêt général de la société et les intérêts particuliers de la masse, nous voulons qu'il soit entouré de certaines garanties, qu'il soit soumis à de certaines conditions. Si on exige des preuves de capacité d'un avocat et d'un médecin, c'est dans l'intérêt du public; or, le peuple n'a pas un moins grand intérêt à ce que le gouvernement sorte d'un suffrage désiré et intelligent et qui ne soit contrôlable ni par l'intrigue ni par la corruption.

Le droit de tout un peuple à avoir un bon gouvernement, ne doit pas être sacrifié à des droits individuels qui n'ont d'autre base que la théorie absolue du suffrage sans condition.

Nous craignons fort que l'article proposé qui recule jusqu'en 1890 la condition de savoir lire et qui la restreint à la génération nouvelle, ne soit qu'une reconnaissance platonique d'un principe qui restera sans effet pratique. Si l'ignorance des électeurs est un danger public, elle l'est maintenant tout autant et plus peut-être qu'elle le sera en 1890. C'est donc le cas d'agir plus énergiquement et de prendre, comme on dit, le taureau par les cornes.

L'article est si modéré que nous n'apercevons pas qu'il pût être l'objet d'une objection. Cependant, une minorité du comité, composé de MM. F. P. Poché, W. F. Loan, Webster Long, P. B. S. Pinchback et Pierre Landry, a cru devoir protester contre ce qu'elle appelle "l'odieuse clause qui restreint le droit de suffrage dans cet Etat." Les membres de la minorité invoquent les lieux communs ordinaires en faveur du suffrage universel, "le droit de naissance le plus sacré de tout citoyen américain." Ils admettent, cependant, qu'il peut être limité pour des raisons de politique et de nécessité publique, mais ils prétendent que ces raisons n'existent pas dans notre Etat.

C'est, selon nous, nier l'évidence. L'Etat n'est sorti qu'avec peine d'un régime dont les effets sont trop apparents, pour que tout ami de la Louisiane ne comprenne pas la nécessité de mesures propres à éviter le retour de ce régime. Une pareille perspective a bien de quoi effrayer ; et si, par la faute de la Convention, le radicalisme reprenait le dessus, la majorité aurait une lourde responsabilité devant ses constituants.

La minorité croit qu'une sage restriction du droit de suffrage empêcherait l'immigration. C'est le contraire qui nous paraît vrai. Si la Louisiane pouvait avoir un gouvernement honnête dans toutes ses branches, économique et sous l'égide duquel le travail et le capital seraient assurés d'une protection efficace, nous aurions convaincu que l'immigration affluerait dans notre Etat. Avec le suffrage tel qu'il existe aujourd'hui, il est impossible de garantir que les réformes seront durables, car le suffrage illimité est la source première des fraudes et de la corruption, aussi bien dans un autre Etat que dans le nôtre.

Les étrangers et les journalistes, qui ne sont pas ignorants, qui se trouvent naturellement mécontentés privés du droit de vote, ne se plaindraient pas d'une mesure qui aurait pour objet d'améliorer le gouvernement, car ils seraient les premiers à en bénéficier, tandis que jusqu'à présent les votes qu'ils ont donnés avaient servi à river leurs chaînes. [illegible] pour un ministère [illegible] au début de l'année séparé, dont nous espérons tout de bon, la majorité du comité a proposé un projet d'ordonnance qui a le défaut d'être un peu long, mais qui contient d'excellentes dispositions dont voici les principales.

L'électeur doit avoir 21 ans, avoir résidé dans l'Etat depuis un an avant l'élection, dans la paroisse six mois et dans le ward un pendant 30 jours. Il devra avoir payé toutes ses taxes, sauf celles de l'année courante, dix jours au moins avant l'élection, mais cette clause ne pourra avoir effet que dans trois ans ainsi il aura eu avoir payé la poll tax requise pour l'année courante.

L'article 3 dispense de l'enregistrement dans les paroisses autres que celle d'Orléans, ce qui est, selon nous, une mauvaise mesure, l'enregistrement étant un moyen d'empêcher la fraude.

La liste des exceptions contenue dans l'article 4 nous paraît complète. Les gens condamnés pour vagabondage et pour certains autres délits devraient être privés au moins pendant un certain temps, de l'exercice des droits politiques.

L'article 5 interdit avec raison toute exclusion des droits politiques à raison de la race, de la couleur ou de la condition antérieure. Les incapacités doivent être personnelles.

D'après l'article 6 les élections générales d'Etat n'auront lieu que tous les quatre ans, le premier mardi qui suivra le troisième lundi d'avril. Cette clause est importante, en ce qu'elle fixe les élections d'Etat à une date différente de celle des élections fédérales. Cela empêche plus, mais cela évitera toute ingérence du pouvoir fédéral dans les élections d'Etat. Les élections paroissiales et municipales auront lieu le même jour que les élections d'Etat, sauf celles de la Nouvelle-Orléans dont la date sera fixée par la législature.

Le 5ème principal a porté sur la condition du paiement de la taxe personnelle, dont le maximum est limité par une autre ordonnance à $1.50 par an. Nous considérons qu'à défaut de la condition de savoir lire, le paiement d'une taxe personnelle, comme condition à l'exercice du droit de vote, est une mesure excellente dans les circonstances présentes. C'est une application du principe que tout citoyen doit participer aux charges publiques. Le produit de la taxe étant affecté aux frais de l'instruction publique qui est gratuite, rien de plus légitime que cette taxe.

On s'attendait à voir combattre cette clause par les républicains et sans par quelques démocrates, mais nous espérons que la majorité votera en faveur de l'article. C'est grâce à une mesure analogue que la Georgie a pu s'affranchir du radicalisme, et nous ne doutons pas que la Louisiane ne sente également les effets d'une restriction salutaire qui rendra l'exercice du droit de vote plus sérieux par cela même qu'une charge y sera attachée. L'électeur qui aura dû payer un impôt, si minime qu'il soit, pour voter accordera plus d'importance à son vote et tiendra davantage à savoir pourquoi et pour qui il vote.

Après la question de la réduction de la dette et celle de la limitation de la taxe, celle de l'épuration du suffrage universel nous paraît la plus importante et nous serons rassurés sur l'avenir si la Convention la résout dans un sens favorable à nos vues.

P. S.—On verra par le compte-rendu de la séance d'hier, que la Convention a adopté la plupart des articles de l'ordonnance, moins les articles 2, 3 et 8 qui sont les plus importants ; l'article 2 est celui qui fixe les conditions requises des électeurs. La discussion des articles non encore votés a été renvoyée à mercredi.

## Le commerce d'exportation des bois de la Louisiane.

Ce n'est que depuis trois ans environ que le commerce d'exportation des bois de charpente de la Louisiane a pris une certaine extension, mais elle n'est pas encore en rapport avec l'importance des immenses ressources forestières que ces Etat possède.

Un ancien résidant de la Louisiane, M. H. Florenville, a puissamment contribué à faire connaître en France la valeur des bois de notre Etat pour les constructions navales, les digues et d'autres usages, et il est en ce moment à la tête d'une importante entreprise d'importation de ces bois.

M. Florenville étant venu récemment à la Nouvelle-Orléans pour les intérêts de son commerce, a eu occasion de présenter à l'Athénée louisianais d'intéressantes explications, dont la substance se trouve dans l'extrait suivant du procès-verbal de la séance du 11 juin.

ATHENÉE LOUISIANAIS.
Séance du 11 Juin.
Présidence du général Beauregard.

M. H. Florenville, ancien résidant de la Louisiane, présenté aux membres de l'Athénée par le général Beauregard, les remercie en termes d'une parfaite assimilité pour leur accueil. Plaisir et [illegible] sont [illegible] [illegible] [illegible]